

**Compressions dans le réseau de la santé et des services sociaux
M. Barrette, descendez de votre piédestal**

Chandler, le 28 juin 2016 – L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) dénonce les nouvelles compressions de 4,25 millions au Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de la Gaspésie. « L'annonce de ces compressions ne peut que se traduire par des réductions de services directs à la population, s'indigne Guylaine Michel, responsable de la région au sein de l'APTS. Le ministre continue pourtant de prétendre que les services ne seront pas affectés. Pire encore, il essaie de faire croire que les compressions ne visent que des postes vacants, "qui ne servent à rien de toute façon". M. Barrette sait pertinemment que des salariés occupent temporairement ces postes vacants sans en être titulaires, et que ces personnes donnent des services. Quel mépris pour elles et pour nos membres qui doivent travailler en double quand des postes sont abolis. »

Par ailleurs, il est faux de prétendre que les coupes ne concernent que des postes vacants. En Gaspésie, des postes ont été supprimés dans plusieurs secteurs : prévention, services psychosociaux, laboratoires. Ainsi, la région a subi des pertes de services en prévention et en promotion de la santé. La santé publique ayant vu son budget amputé de 30 %, plus des deux tiers des ressources dédiées à la prévention du suicide ont été coupées, et 46 % du budget en santé au travail est soumis aux compressions jusqu'en 2018. La région essuie aussi des pertes dans les services de première ligne en CLSC, car les services de psychologie ont été coupés de plus de 40 % dans certains secteurs, alors que les besoins en santé mentale pour les jeunes et les adultes sont criants. De plus, le transfert des professionnels des CLSC vers les groupes de médecine de famille (GMF) est en cours. La représentante de l'APTS s'interroge : « Quels services seront supprimés pour réaliser ces transferts vers des ressources privées? Qu'advient-il des patients en CLSC suivis par ces professionnels, et de ceux qui n'ont pas de médecin de famille? ».

Dans les laboratoires des urgences en CLSC, on a remplacé les humains par la technologie en implantant des appareils sur certains quarts de travail, réduisant l'accessibilité et la qualité des analyses faites par les technologistes médicales sans égard aux services offerts à la population. Et c'est sans parler du projet de réorganisation des laboratoires OPTILAB du ministre Barrette, qui s'en vient à la vitesse grand V, qui comporte des risques majeurs pour la qualité et la sécurité des soins de santé en Gaspésie.

« Ces compressions aveugles successives touchent particulièrement les personnes les plus vulnérables de notre société, indique la porte-parole syndicale. Ce gouvernement a érigé le déficit zéro en dogme, sans se soucier des conséquences sur la population et sur les personnes qui travaillent dans le réseau. Celles-ci sont pressurisées et ne parviennent plus à répondre à la demande. Les listes d'attente s'allongent sans cesse et on ajoute continuellement de nouveaux dossiers sur les bureaux. À titre d'exemple, le délai pour recevoir des services en psychologie dans certains secteurs est de plus d'un an. Ce n'est plus possible de travailler correctement dans de telles conditions », dénonce Guylaine Michel, répondante politique.

Pour l'APTS, le ministre de la Santé et des Services sociaux, Gaétan Barrette, doit descendre de son piédestal et venir constater de lui-même les dégâts qu'il provoque dans notre établissement. « Travailleurs sociaux, technologistes médicaux, physiothérapeutes, éducateurs spécialisés, entres autres, tous font un travail indispensable. Supprimer un seul de ces postes, c'est allonger les listes d'attente et créer une souffrance superflue pour les employés du réseau et pour la population. M. Barrette, il est temps que ça cesse », de conclure Guylaine Michel.

À propos de l'APTS

Avec 32 000 membres, l'APTS est un acteur incontournable du réseau public de la santé et des services sociaux. Elle représente plus d'une centaine de titres d'emploi distincts parmi le personnel professionnel et technique dans les domaines du diagnostic, de la réadaptation, de la nutrition, de l'intervention psychosociale, du soutien clinique et de la prévention. Dans la région de la Gaspésie, elle représente près de 500 personnes.

- 30 -

Pour renseignements :
Guylaine Michel, répondante politique
Téléphone : 418 254 1605 (cell.)